



# SUJET ET CORRIGÉ DE SES BAC GÉNÉRAL 2025 MÉTROPOLE

## DISSERTATION :

### Analyse du sujet et résumé des idées principales

#### Introduction et problématique

- Les politiques conjoncturelles visent à stabiliser l'activité économique à court terme.

- Dans la zone euro, cette régulation repose sur deux piliers : politique budgétaire nationale et politique monétaire européenne.

- Ces politiques doivent agir dans un cadre institutionnel contraignant, marqué par une forte interdépendance et des réalités nationales contrastées.

#### Axe 1 – Une capacité d'intervention réelle mais encadrée

##### Politique monétaire (BCE) :

Objectif principal : stabilité des prix (héritage monétariste).



Mesure emblématique : hausse des taux directeurs de 0 % à 4,5 % (2022–2024) pour juguler l'inflation.

Résultats différenciés : désinflation en Italie, ralentissement en Allemagne.

Outil d'analyse : courbe de Phillips (arbitrage inflation/emploi).

Évolution récente : intégration d'objectifs environnementaux (Green Deal).

### **Politique budgétaire (États) :**

Visée à soutenir la demande en période de crise (logique keynésienne).

Limites : dépend de la capacité budgétaire nationale (ex : dette de la France à 112 % du PIB).

Effet d'éviction : déficit → hausse des taux → baisse de l'investissement privé.

Encadrement européen : critères de Maastricht (déficit < 3 %, dette < 60 %), réformés en 2024.

Mécanisme de suivi : semestre européen et recommandations pays par pays.

## **Axe 2 – Des effets différenciés et une nécessaire coordination**

### **Chocs asymétriques :**

Des disparités fortes entre pays : Croatie (croissance), Allemagne (récession), Espagne (chômage).



Raisons : spécialisations économiques, rigidité des dépenses, dépendance énergétique.

Une même politique monétaire produit des effets différents selon les structures nationales.

### **Rôle des politiques budgétaires :**

Plus souples, elles permettent une réponse ciblée.

Exemples : Italie (inflation faible, endettement élevé), France (rigidités structurelles).

Nécessité de complémentarité entre les deux politiques.

### **Limite structurelle : absence de budget fédéral :**

Le plan de relance Next Generation EU constitue une exception : mutualisation de la dette, transferts ciblés.

Ce précédent montre les gains d'une gouvernance économique plus intégrée.

### **Conclusion**

- La politique monétaire est unique mais rigide ; la politique budgétaire est flexible mais limitée.

- L'efficacité conjoncturelle dépend de leur coordination.

- Les réformes du pacte de stabilité et des initiatives comme Next Generation EU vont dans le sens d'une intégration renforcée, condition nécessaire pour mieux faire face aux chocs asymétriques dans une union monétaire hétérogène.



## Problématique centrale

Le sujet interroge l'efficacité des politiques économiques conjoncturelles dans la zone euro, dans un contexte de double gouvernance (monétaire et budgétaire) et d'hétérogénéité économique entre les États membres. Il s'agit d'évaluer dans quelle mesure la complémentarité entre politique monétaire (centralisée) et politique budgétaire (nationale mais encadrée) permet de répondre efficacement aux chocs conjoncturels

## Introduction

Les politiques économiques conjoncturelles visent à stabiliser l'activité à court terme. Dans la zone euro, cette régulation repose sur deux piliers : la politique budgétaire, menée par chaque État, et la politique monétaire, conduite par la Banque centrale européenne (BCE). Or, cette double gouvernance, combinée à une forte interdépendance économique, soulève des défis en matière d'efficacité, notamment en période de crise. Des tensions récentes sur les prix, la croissance et l'emploi ont révélé les limites structurelles et les potentiels ajustements de ces politiques. Dans quelle mesure les politiques monétaire et budgétaires parviennent-elles à agir efficacement sur la conjoncture des pays membres de la zone euro ?

## Problématique

Il s'agit d'évaluer dans quelle mesure ces deux politiques, à la fois complémentaires et contraintes par les règles de l'Union, permettent de répondre aux besoins conjoncturels, dans un espace monétaire caractérisé par des situations nationales contrastées.



## Développement

### Une capacité d'intervention réelle mais encadrée par des règles et asymétries

La politique monétaire, pilotée par la BCE, est commune à l'ensemble des pays de la zone euro. Conformément à l'héritage monétariste, elle vise prioritairement la stabilité des prix. Face à la flambée de l'inflation post-Covid et à la crise énergétique, la BCE a relevé ses taux directeurs de 0 à 4,5 % entre 2022 et 2024 (document 4), dans une logique de contraction de la demande. Cette stratégie a permis une désinflation marquée dans certains pays comme l'Italie (0,5 % d'inflation en 2023) mais a aussi freiné la croissance, notamment en Allemagne (-0,2 % de croissance du PIB en 2023). Ce type d'arbitrage renvoie à la courbe de Phillips, qui postule un dilemme à court terme entre lutte contre l'inflation et maintien de l'emploi.

Depuis sa revue stratégique de 2021, la BCE a élargi ses missions, intégrant des objectifs de durabilité environnementale en lien avec le Green Deal européen. Elle s'est engagée à réorienter partiellement ses achats d'actifs vers des obligations « vertes » et à mieux intégrer les risques climatiques dans sa politique.

La politique budgétaire, quant à elle, reste nationale. Inspirée de l'analyse keynésienne, elle vise à stimuler la demande en période de ralentissement. Cela suppose toutefois que les États disposent de marges de manœuvre budgétaires. Or, la France enregistre une dette de 112 % du PIB et un déficit supérieur à 6 % en 2024 (document 1), ce qui limite ses capacités d'action. Cette situation illustre l'effet d'éviction : un déficit public accru peut accroître la demande de financement sur les marchés, ce qui pousse les taux d'intérêt à la hausse et réduit l'investissement privé. Par exemple, en période de tension sur les taux comme en 2023, les entreprises peuvent différer leurs projets face au renchérissement du crédit.

Les règles budgétaires européennes encadrent cette politique



via des critères dits « ex ante » (déficit inférieur à 3 % du PIB, dette à 60 %). Mais depuis la réforme de 2024 du pacte de stabilité, l'accent est mis sur des trajectoires d'ajustement pluriannuelles, tenant compte des spécificités nationales. Le semestre européen, lancé en 2011, permet un suivi coordonné des budgets nationaux, accompagné de recommandations spécifiques par pays (Country Specific Recommendations), afin d'encourager une gouvernance macroéconomique cohérente.

### **Des effets différenciés et une nécessaire articulation entre niveaux d'action**

La diversité des économies européennes rend l'action conjoncturelle complexe. Le document 2 montre de fortes disparités : la Croatie croît de 3,1 %, tandis que l'Allemagne est en récession et que l'Espagne enregistre un taux de chômage de 11,7 %. Ces écarts sont liés à des chocs asymétriques, que la politique monétaire unique ne peut absorber. Ils résultent notamment de différences de spécialisations (industrie exportatrice en Allemagne, forte exposition au tourisme pour l'Espagne), de structure de dépenses (plus rigide en France) ou de dépendance énergétique. Ainsi, une même hausse des taux d'intérêt peut avoir des effets très contrastés selon le tissu productif local.

La politique budgétaire permet une certaine souplesse. L'Italie, avec un endettement élevé mais une inflation faible, a davantage bénéficié de la politique de soutien de la BCE. La France, en revanche, cumule des rigidités (forte dépense publique, dépenses sociales très élevées) qui freinent la relance. Ces exemples montrent que la complémentarité entre les deux politiques est essentielle : une politique monétaire restrictive nécessite des relais budgétaires ciblés pour éviter une récession.

À l'inverse, une relance budgétaire efficace suppose un environnement monétaire accommodant.



L'absence d'un véritable budget fédéral européen limite cette coordination. Le plan de relance Next Generation EU, mis en place après la crise sanitaire, constitue un précédent important : il a permis des transferts financiers entre États via un endettement mutualisé. Ce mécanisme montre qu'une gouvernance économique plus intégrée peut améliorer l'efficacité des politiques conjoncturelles.

## Conclusion

Les politiques monétaire et budgétaires exercent un rôle crucial dans la régulation de la conjoncture de la zone euro. La première, centralisée mais uniforme, peut difficilement s'adapter aux spécificités nationales. La seconde, souple mais contrainte, dépend des marges de manœuvre financières et des règles européennes. L'efficacité globale repose donc sur leur bonne articulation. Les réformes en cours du pacte budgétaire et les dispositifs comme le plan de relance européen indiquent une volonté de renforcer cette coordination. À l'avenir, la question centrale sera celle d'une gouvernance économique plus intégrée, capable de répondre efficacement aux chocs asymétriques dans un espace monétaire commun.

## EPREUVE COMPOSÉE :

### Analyse du sujet et résumé des idées principales

#### Partie 1 – Incitations sélectives et engagement politique

- L'engagement politique a un coût pour l'individu (temps, énergie, risque).
- Les incitations sélectives sont des mécanismes qui rendent cet engagement attractif ou nécessaire.
  - Matérielles (accès à des aides, ressources).



- Symboliques (prestige, reconnaissance).
- Négatives (sanctions sociales, exclusion).

- Exemple d'application :
  - Syndicats : assistance juridique.
  - Partis : capital militant, reconnaissance.
  - Quartiers populaires : pression collective.

## Partie 2 – Étude du document

### Évolution du PIB :

En 2020 : chute plus forte en France qu'en Allemagne à cause de secteurs plus vulnérables (tourisme, aéronautique).

En 2022 : reprise plus dynamique en France (services, consommation), frein industriel en Allemagne.

### Lien entre PGF et croissance :

La PGF mesure l'efficacité conjointe du capital et du travail.

Gains de PGF = croissance du PIB sans augmenter les facteurs.

Lien visible dans les données (hausse PGF = forte croissance).

PGF = effet du progrès technique, innovations, organisation.

## Partie 3 – Transformation de la structure socioprofessionnelle

**Hausse des qualifications :** massification scolaire → + diplômés.

**Tertiairisation de l'emploi :** recul des ouvriers, montée des cadres, développement des services.



**Féminisation du travail** : participation croissante des femmes, surtout dans les services publics.

**Maintien des inégalités** : ségrégations professionnelles et écarts de salaire.

**Complexification des classes sociales** : montée des statuts intermédiaires, diversification des profils.

## Problématiques centrales des trois parties

**Partie 1** : Comment les incitations sélectives permettent-elles d'expliquer l'engagement politique malgré le coût d'une action collective ?

### Partie 2 :

(1) Quelle a été l'évolution comparée du PIB en France et en Allemagne entre 2020 et 2022 ?

(2) Comment la productivité globale des facteurs contribue-t-elle à la croissance économique ?

**Partie 3** : Quelles sont les grandes transformations de la structure socioprofessionnelle en France depuis les années 1950 ?

## Première partie – Mobilisation des connaissances

**Vous montrerez, à l'aide d'un exemple, que les incitations sélectives peuvent expliquer l'engagement politique.**

L'engagement politique, entendu comme toute forme de participation à la vie publique (vote, militantisme, manifestation, etc.), peut s'expliquer par divers facteurs, notamment les incitations sélectives. Celles-ci désignent les récompenses ou sanctions



attachées spécifiquement à la participation individuelle à une action collective, et permettent de dépasser le paradoxe de l'action collective souligné par Mancur Olson.

On distingue plusieurs formes d'incitations sélectives :

**Matérielles positives** : aides juridiques, allocations, ressources exclusives.

**Symboliques** : reconnaissance, prestige, appartenance à un groupe valorisé.

**Négatives** : stigmatisation sociale, exclusion du groupe, pression normative.

### **Exemples :**

Dans les syndicats, l'accès à une assistance juridique ou à des réseaux professionnels constitue une incitation matérielle forte à l'engagement. De même, dans certains mouvements associatifs ou partis politiques, des postes à responsabilités, la valorisation sociale ou la constitution de capital militant peuvent attirer des individus, notamment dans les classes moyennes diplômées. À l'inverse, dans certains quartiers populaires, l'engagement dans des associations locales peut répondre à des incitations morales ou relationnelles (pression du collectif, liens communautaires).

Ainsi, les incitations sélectives, en modulant le coût ou le bénéfice individuel de l'engagement, jouent un rôle décisif dans la compréhension des dynamiques de participation politique.

## **Deuxième partie – Étude d'un document**

### **1. À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution du PIB en France et en Allemagne, en 2020 et 2022.**

En 2020, la crise sanitaire a provoqué une forte récession dans les deux pays. Toutefois, la France connaît une baisse du PIB plus



marquée (-7,44 %) que l'Allemagne (-3,83 %), ce qui traduit une vulnérabilité plus grande de l'économie française. Cela peut s'expliquer par une plus forte dépendance à certains secteurs affectés par les confinements, comme le tourisme, la restauration ou l'aéronautique, ainsi que par des restrictions sanitaires plus longues. En 2022, la reprise est plus soutenue en France (+2,57 %) qu'en Allemagne (+1,81 %). Cela indique une dynamique de croissance plus vigoureuse en France, portée notamment par le rebond de la consommation des ménages et des services. En revanche, la reprise allemande a été freinée par des tensions industrielles (crise énergétique, difficultés d'approvisionnement dans l'automobile).

## **2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que l'accroissement de la productivité globale des facteurs est source de la croissance économique.**

La productivité globale des facteurs (PGF) reflète les gains d'efficacité dans l'utilisation conjointe du capital et du travail. Elle est souvent liée au progrès technique, à l'innovation organisationnelle et à l'amélioration des compétences.

Le document montre que les années où la PGF augmente fortement coïncident généralement avec une croissance soutenue du PIB. Par exemple, en Allemagne en 2010, la PGF progresse de +2,42 % et le PIB croît de +4,18 %. De même, au Japon, une PGF en hausse de +3,28 % contribue à une croissance du PIB de +4,10 %.

Cependant, comme l'indique la note, le taux de croissance de la PGF ne correspond pas directement à sa contribution exacte à la croissance. Celle-ci doit être pondérée selon l'importance relative du capital et du travail. La PGF joue donc le rôle d'un résidu : elle capte l'effet des facteurs non mesurés, souvent assimilés à l'innovation.

À l'inverse, en 2020, la chute de la PGF en France (-2,45 %) est associée à une récession majeure (-7,44 %), ce qui montre qu'un affaiblissement de l'efficacité productive peut amplifier les chocs économiques.



Ainsi, l'accroissement de la PGF constitue un levier fondamental de la croissance, car il permet de produire davantage à ressources constantes, notamment grâce à l'innovation et au progrès technologique.

## Troisième partie – Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

**Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la structure socioprofessionnelle en France s'est transformée depuis la seconde moitié du vingtième siècle.**

### Introduction

Depuis les années 1950, la société française a connu de profondes mutations économiques, éducatives et sociales. Ces transformations ont affecté la structure socioprofessionnelle, c'est-à-dire la répartition de la population active selon les catégories sociales, les qualifications, les statuts d'emploi et le genre. Il s'agit de montrer comment cette structure s'est recomposée et quels sont les effets sociaux de ces mutations.

### Développement

Une première transformation majeure réside dans la montée en qualification de la population active. Le document 2 montre qu'en 1994, 25 % des actifs détenaient un diplôme de niveau bac +2 ou plus, contre 47 % en 2019. Cette évolution traduit l'effet de la massification scolaire et de la démocratisation de l'enseignement supérieur. Elle a favorisé la montée des professions qualifiées.

Cette montée en qualification accompagne la tertiarisation de l'emploi. Le document 1 révèle que la part des cadres est passée de 9 % en 1982 à 20 % en 2022, tandis que celle des ouvriers a reculé de 31 %



à 20 %. La tertiarisation s'accompagne d'un déclin de l'industrie et d'une transformation des métiers, avec l'essor des services à la personne, de la santé ou de la finance.

Autre évolution majeure : la féminisation de la population active, mise en évidence dans le document 3. Contrairement aux prévisions des années 1970, la participation des femmes au marché du travail n'a pas cessé de croître, même en période de crise. Cette dynamique s'observe notamment dans l'éducation, la santé et les services administratifs.

Cependant, cette féminisation ne signifie pas la disparition des inégalités. De fortes inégalités professionnelles persistent, comme la ségrégation horizontale (concentration des femmes dans certains métiers) ou verticale (moindre accès aux postes à responsabilité), ainsi que des écarts salariaux.

Ces transformations traduisent aussi une redéfinition des hiérarchies sociales. La diversification des profils (genre, diplôme, statut) complexifie l'analyse en termes de classes sociales traditionnelles, même si les inégalités de conditions de travail, de revenus ou de précarité demeurent structurantes.

## Conclusion

Depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la structure socioprofessionnelle en France a été profondément transformée par la montée des qualifications, la tertiarisation et la féminisation de l'emploi. Ces mutations ont contribué à redessiner les hiérarchies sociales et les formes d'inégalités, tout en suscitant de nouveaux enjeux en matière d'intégration, de reconnaissance professionnelle et d'égalité des chances.